



AgEcon SEARCH
RESEARCH IN AGRICULTURAL & APPLIED ECONOMICS

The World's Largest Open Access Agricultural & Applied Economics Digital Library

This document is discoverable and free to researchers across the globe due to the work of AgEcon Search.

Help ensure our sustainability.

Give to AgEcon Search

AgEcon Search

<http://ageconsearch.umn.edu>

aesearch@umn.edu

*Papers downloaded from **AgEcon Search** may be used for non-commercial purposes and personal study only. No other use, including posting to another Internet site, is permitted without permission from the copyright owner (not AgEcon Search), or as allowed under the provisions of Fair Use, U.S. Copyright Act, Title 17 U.S.C.*

No endorsement of AgEcon Search or its fundraising activities by the author(s) of the following work or their employer(s) is intended or implied.

Les nouvelles donnes de l'agriculture française

Mr Lucien Bourgeois

Résumé

Cela fait douze ans maintenant que l'agriculture française est en « crise » et les économistes ruraux parlent encore du problème de l'intensification ! L'agriculture n'est plus un secteur à part. En face de tous les défis que l'agriculture doit relever actuellement, on manque d'études économiques sur de nombreux sujets. Il faut surtout que les études cherchent davantage à situer l'agriculture par rapport au reste de l'économie et par rapport à nos partenaires commerciaux.

Abstract

French agriculture has been in « crisis » for 12 years, and intensification is still one of the causes of the crisis. This paper tries to look for other explanations outside the agricultural field. In front of all the challenges agriculture has to face at present, many economic studies are missing on several topics. The relationship between agriculture and the other French economic sectors should be better known so as to enable international -comparisons with our foreign trade partners.

Citer ce document / Cite this document :

Bourgeois Lucien. Les nouvelles donnes de l'agriculture française. In: Économie rurale. N°171, 1986. L'intensification en question. Nouveaux termes pour un vieux débat. 1re Partie. pp. 21-26;

doi : <https://doi.org/10.3406/ecoru.1986.3736>

https://www.persee.fr/doc/ecoru_0013-0559_1986_num_171_1_3736

Fichier pdf généré le 08/05/2018

LES NOUVELLES DONNÉES DE L'AGRICULTURE FRANÇAISE : SORTIR DU CADRE AGRICOLE-AGRICOLE L. BOURGEOIS*

Résumé :

Cela fait douze ans maintenant que l'agriculture française est en « crise » et les économistes ruraux parlent encore du problème de l'intensification ! L'agriculture n'est plus un secteur à part. En face de tous les défis que l'agriculture doit relever actuellement, on manque d'études économiques sur de nombreux sujets. Il faut surtout que les études cherchent davantage à situer l'agriculture par rapport au reste de l'économie et par rapport à nos partenaires commerciaux.

Summary :

French agriculture has been in « crisis » for 12 years, and intensification is still one of the causes of the crisis. This paper tries to look for other explanations outside the agricultural field. In front of all the challenges agriculture has to face at present, many economic studies are missing on several topics. **The relationship between agriculture and the other French economic sectors** should be better known so as to enable international comparisons with our foreign trade partners.

Première question qui nous vient à l'esprit à propos de l'intensification

Pourquoi en est-on venu à se poser le problème une nouvelle fois en 1985 ? Déjà avant 1973, dans la foulée du club de Rome, cette question avait été soulevée. Il est vrai qu'à cette époque, elle ne revêtait pas un caractère grave car les conditions étaient tellement favorables, qu'il y avait peu de revers économiques. Après 1973, avec la baisse du revenu moyen agricole et la crise de l'énergie, cette question a été plus sérieusement étudiée. Mais l'expérience a montré qu'en règle générale, ce sont ceux qui ont le plus augmenté leur production qui ont le mieux tiré leur épingle du jeu. Bien évidemment, pour avoir de bons résultats, ils ont fait comme dans les autres secteurs, ils ont veillé à ce que le coût par unité produite n'augmente pas. La stratégie suivie par les Pays-Bas depuis le début de la « crise » est à cet égard intéressante. C'est le pays qui a le plus fortement augmenté ses achats de consommations intermédiaires en Europe, mais cela lui a permis d'obtenir un taux de croissance de la production encore plus important et de dégager une valeur ajoutée en forte augmentation.

Depuis les quotas laitiers, l'inquiétude grandit car la fuite en avant par l'accroissement de la production n'est plus possible dans ce secteur qui concerne un agriculteur français sur deux. Comme on parle de limiter la production dans de nombreux autres secteurs, on s'interroge une nouvelle fois sur les méfaits de l'intensification.

Il est étonnant cependant de constater l'obstination de faire de l'intensification la source la plus importante des difficultés de l'agriculture dans la période récente.

Les quotas laitiers ont créé un traumatisme profond dans l'opinion agricole. Mais le choc a été si violent qu'il a suscité une réaction extrêmement positive de la part d'une grande partie des agriculteurs. Autrefois persuadés qu'il leur fallait attendre d'hypothétiques aides de l'Etat pour sortir du tunnel, ils cherchent désormais des solutions plus réalistes qu'ils veulent pouvoir mettre en œuvre par eux-mêmes.

Partout en France, les agriculteurs reprennent leurs habitudes de discussion en commun et demandent aux spécialistes de leur apporter le fruit de leur réflexion. Jamais le climat n'a été aussi favorable que maintenant à des débats économiques. Saura-t-on répondre à leur attente autrement que par des vieux débats qui font penser aux discussions byzantines sur le sexe des anges alors que l'ennemi faisait le siège de la ville ?

EXPLICATIONS DE LA CRISE OU CRISE DE L'EXPLICATION ?

De nombreuses explications ont été données à la dégradation du revenu agricole depuis 12 ans. Cela a d'abord été le prix du pétrole en 1973 puis l'existence de limites physiques à la productivité ; ensuite sont arrivés les montants compensatoires monétaires et plus récemment les limites physiques à la consommation. Toutes ces explications ont la particularité d'être peu convaincantes et peu opérationnelles pour définir une stratégie d'adaptation. N'assiste-t-on pas à une crise de l'explication ?

Le ciseau des prix : c'est la faute du pétrole !

La première baisse du revenu moyen agricole date de 1974. Il n'est pas étonnant que la première explication de la crise de l'agriculture ait été recherchée du côté de la forte hausse du pétrole et plus généralement des consommations intermédiaires. Les agriculteurs seraient victimes de ce que l'on a appelé « le ciseau des prix ».

Lorsque l'on examine la courbe des prix des consommations intermédiaires, on constate en effet que certaines années il y a eu de brusques et fortes augmentations (73-74 et 79-80). Mais, sur longue période, on constate que ces prix ont évolué à peu près au même rythme que l'inflation. Ramenés en francs constants, les prix des consommations intermédiaires en 1985 ne sont pas plus élevés que ceux de 1973 ou que ceux de 1963 ! Les agriculteurs paieraient donc leurs produits moins chers actuellement qu'au début des années 60.

De plus, on ne peut pas étudier les prix sans étudier les volumes. Or, depuis 1979, le volume des consommations

* Assemblée Permanente des Chambres d'Agriculture (APCA), Service des Etudes Economiques, 9 avenue Georges V 75008 Paris.

Je remercie Claude Wisner et Christian de Perthuis pour leurs remarques sur une première version.

intermédiaires n'augmente plus dans l'agriculture française, alors que le volume de la production continue de progresser.

L'effet de ciseau constaté par les agriculteurs ne vient pas des achats, il provient d'une forte baisse relative des prix des produits agricoles (- 30 % depuis 1973). Mais alors, on ne peut plus parler d'une explication exogène de la crise agricole.

La nature prend sa revanche

Deuxième type d'explication donnée vers les années 74-76, les agriculteurs français ont atteint une limite en matière de productivité. Les rendements augmentent rapidement au début puis ils finissent par stagner. Cela ne servira à rien de continuer à augmenter la productivité puisqu'elle bute, en quelque sorte, sur une limite physique. La sécheresse de 1976 est arrivée au bon moment pour montrer que la nature reprenait ses lois ! Malheureusement, pour les tenants de cette thèse, la forte reprise de la croissance dans les années 77-80 leur a donné tort. Il semble que l'on soit encore loin d'avoir atteint une limite en ce domaine. Bien au contraire, le progrès technique semble même s'accélérer actuellement.

Les MCM :

les Allemands tirent les marrons du feu !

Autre type d'explication souvent donné, les MCM. Ces montants compensatoires que la France avait institués en 1969 se seraient retournés contre leur créateur et pénaliseraient l'agriculture française au profit de l'agriculture allemande.

Il est vrai qu'à certaines périodes, le maintien de montants compensatoires élevés a entraîné des distorsions de concurrence néfastes. Dans l'ensemble, il y a rarement eu des dossiers très convaincants sur ce sujet. Il n'est pas du tout démontré que cela ait abouti à pénaliser l'agriculture française par rapport à celle de la RFA. On peut observer, par exemple, que dans les dix dernières années, la production agricole française a progressé aussi rapidement que la production allemande. La RFA importe plus de viande porcine que la France. Sa production d'œufs a été en baisse constante alors qu'elle augmentait fortement en France. Sa production de volailles a augmenté aussi à un rythme nettement moins rapide qu'en France.

Pour tenter de mesurer l'influence des MCM, nous avons comparé l'évolution des prix agricoles à la production en monnaie nationale constante dans les pays de la CEE depuis 10 ans. Nous avons constaté que malgré les phénomènes monétaires, les courbes des prix réels avaient le même type de profil (1).

Généralisation des excédents structurels

Plus récemment, avec les discussions sur les excédents laitiers, la dernière explication de la crise repose sur la notion de limite physique à la consommation. Elle part de l'idée que l'on a atteint un maximum qu'on ne peut pas dépasser : certes, la majorité des habitants de la planète ne mangent pas à leur faim, mais comme ils ne sont pas solvables, il est illusoire de penser qu'ils pourraient devenir des clients intéressants. De plus, dans nos pays industrialisés, les consommateurs sont préoccupés par leur ligne et auront donc besoin de limiter leur consommation alimentaire.

Cette explication pose un problème plus complexe que les autres, car elle met l'accent sur le problème des débouchés. Mais il conviendrait de réfléchir sur le problème laitier en partie à l'origine du problème. Il est vrai que la croissance de la production a dépassé la croissance de la consommation. Il ne faudrait pas en conclure pour autant que la consommation ne peut pas s'accroître.

Au début des années 70, on parlait déjà d'excédents laitiers et chacun pensait que tous les débouchés étaient fermés. L'expérience nous a appris depuis que ce n'était pas vrai pour tous, car la consommation alimentaire de produits frais et de fromages s'est accrue en quinze ans de 63 % en volume (comptabilité nationale INSEE). Le problème laitier vient plus probablement aussi d'un encouragement excessif à la production (plans de développement), et d'un soutien de marché orienté sur les produits dont la consommation stagnait (beurre et poudre).

De même, cette explication de la crise par les excédents sous-estime les possibilités d'adaptation. Il est évident qu'il y a trop de certains produits qui ne correspondent plus au goût du consommateur. Tout le problème est de savoir si ceux qui les fabriquent sauront s'adapter et se lancer dans les créneaux où l'on peut encore se développer. Les Néerlandais ont montré à cet égard un grand dynamisme. La notion d'excédent fait référence à une situation figée où rien n'évolue. Au moment où le transport ferroviaire s'est généralisé, il y a sûrement eu des excédents dans la construction des diligences. A toujours parler d'excédents, ne risque-t-on pas de négliger les nouveaux débouchés ?

S'INTÉRESSER DAVANTAGE AU FONCTIONNEMENT DE L'ÉCONOMIE GÉNÉRALE

Au sortir de la guerre, avec un actif sur trois dans la production agricole et un régime des échanges extérieurs très protectionniste, il était tentant de chercher à isoler les problèmes agricoles. Pendant la période d'expansion qui a suivi, on a pu impunément continuer à le faire car la croissance était telle que l'on pouvait facilement trouver des solutions aux problèmes qui se posaient.

Maintenant que les agriculteurs sont moins nombreux que les chômeurs et qu'ils doivent acheter aux autres branches de l'économie la moitié de ce qu'ils vendent, peut-on encore parler d'un fonctionnement économique particulier ? Reste-t-il encore des spécificités ? Elles sont loin d'être évidentes.

Aussi, pour comprendre la cause des problèmes agricoles, serait-il plus pertinent de prendre une grille de lecture comparable à celle des autres secteurs.

A ce propos, un exemple mérite d'être cité. La politique agricole de la Grande-Bretagne est souvent mal comprise en France. Il est évident que si on la regarde avec des « yeux agricoles », elle paraît étonnante. Mais, si on revient à l'analyse économique générale, elle est parfaitement compréhensible.

Au Royaume-Uni, le niveau de vie des agriculteurs est plus élevé que celui des autres catégories socio-professionnelles, alors que c'est le contraire dans le reste de la CEE. De plus, c'est un pays où l'activité agricole n'occupe qu'un actif sur 50 et aujourd'hui les agriculteurs y sont cinq fois moins nombreux que les chômeurs.

1. Travail réalisé par Laurent Combaz pour son mémoire de l'INAPG, 1985.

Quand on ajoute à cela que le niveau de vie y est 20 % plus bas qu'en France ou en RFA, que la croissance du PIB y a été beaucoup moins rapide qu'en France et que le déficit de la balance agro-alimentaire atteint 50 milliards de nos francs, on comprend mieux la logique de ce que nous considérons comme des « turpitudes ».

Crise de l'agriculture ou de certaines catégories d'agriculteurs

Ne conviendrait-il pas de s'interroger sur les instruments d'observation dont on dispose ? Qui est agriculteur en France ? Pour être recensé comme agriculteur, il faut disposer de plus d'un hectare de polyculture élevage ou de plus de 20 ares de cultures spécialisées.

Dans de telles conditions, il n'est pas étonnant que les moyennes n'aient qu'une signification fort limitée. On a l'habitude, par exemple, d'attacher une grande importance à la variation du revenu moyen des exploitants. C'est un indicateur très intéressant qui synthétise un grand nombre d'informations ; mais peut-il à lui seul rendre compte de l'évolution d'un secteur aussi différencié que l'agriculture française ? Si l'on calculait cet indicateur pour de nombreuses branches de l'économie française, on aurait des surprises. On découvrirait que de nombreuses branches ont connu de très mauvais résultats, mais que ça n'a pas empêché certaines firmes de très bien réussir.

On bénéficie d'une couverture statistique très importante de l'agriculture française, mais on manque d'études économiques sur des catégories pertinentes d'agriculteurs. En général, en effet, dans les regroupements effectués actuellement, la dispersion des résultats est telle qu'il est impossible d'utiliser une moyenne.

Avant 1973 : des explications économiques non agricoles.

Mais revenons à l'agriculture française. Les bons résultats obtenus par les agriculteurs avant 1973 se comprennent bien quand on resitue l'agriculture dans l'économie générale de cette période. Il faut reconnaître en effet qu'il y a eu une conjonction de facteurs favorables à la croissance, non exempts toutefois de contradictions.

La production agricole a très fortement augmenté sans que cela entraîne une baisse des prix en monnaie constante. Le revenu réel par exploitation a doublé en 1960 et 1973, assurant largement la parité avec les autres catégories socio-professionnelles.

Quelles explications donner ? Les débouchés se sont accrus très rapidement. Le nombre des bouches à nourrir a nettement augmenté grâce à l'expansion démographique. En France, la population s'est accrue de 1 million d'habitants tous les deux ans.

Dans le même temps, le pouvoir d'achat de l'ensemble des Français progressait grâce à la croissance économique extrêmement rapide (pendant de nombreuses années, les taux d'augmentation ont dépassé 5 % l'an).

Du point de vue des échanges extérieurs, les agriculteurs français ont bénéficié pendant cette période de nombreux avantages. Les importations agro-alimentaires en provenance de l'ancien empire colonial français n'ont plus bénéficié d'autant de facilités qu'avant. Les exportations ont pu se développer vers des pays très déficitaires grâce à la « préférence » communautaire dans le cadre du marché commun agricole. Tous ces facteurs ont permis à la production de trouver des débouchés assez facilement.

De plus, les frais occasionnés par la restructuration nécessaire de la production agricole (incitation au départ des agriculteurs âgés, aides aux investissements...) et pour assurer une meilleure couverture sociale, ont pu être financés grâce aux rentrées budgétaires permises par la croissance économique d'ensemble.

Pendant toute cette période, la diminution de la population active agricole avait pour contrepartie une forte augmentation de l'emploi dans l'industrie, le bâtiment et les services.

On percevait cependant déjà quelques problèmes au niveau de la production. Alors qu'en dix ans, les ventes par exploitation augmentaient de 68 %, les achats progressaient de 173 % et les investissements de 130 %, entraînant un quintuplement des intérêts. En liaison avec l'expansion des revenus, le prix des terres progressait plus vite que l'inflation.

Les évolutions par exploitation hors inflation

	Volume des ventes (1)	Volume des achats (1)	Investissements	Intérêt (2)
1963-73	+ 68 %	+ 173 %	+ 130 %	+ 407 %
1973-83	+ 49 %	+ 57 %	+ 18 %	+ 205 %

1. Séries à prix constants 1970, INSEE.

2. En francs constants (prix courants par le PIB) : Comptes de l'agriculture - INSEE.

LES PREMIERS SIGNES DE CRISE SONT PASSÉS INAPERÇUS AVANT 1973

Dès la fin des années 60, on commence à percevoir certains indices de déstabilisation. Cela a commencé par les problèmes monétaires. C'est ainsi qu'à peine un an après la première décision effective de prix communs agricoles, la France dévaluait fortement. Pour ne pas relancer l'inflation à cause d'un ajustement immédiat des prix agricoles, le gouvernement a demandé l'instauration de montants compensatoires monétaires revenant de fait à un système de prix différenciés. On a fait la même chose en sens inverse ensuite lorsque la RFA a réévalué sa monnaie.

Mais le phénomène monétaire le plus important a sans nul doute été le décrochage du dollar par rapport à l'or et les deux dévaluations qui ont suivi. Cela mettait fin à plus de 25 ans de stabilité monétaire sous l'égide du dollar. Rappelons, à ce sujet, que les brusques augmentations de prix des matières premières agricoles sur les marchés mondiaux ont précédé de quelques mois les augmentations du prix du pétrole.

La croissance économique plus faible depuis 1973 a des répercussions sur l'agriculture.

A partir de 1973, le revenu agricole prend du retard par rapport aux autres. Et pourtant, les agriculteurs croyaient qu'avec l'entrée de la Grande-Bretagne dans la CEE, ils allaient accroître leurs débouchés et donc améliorer leurs résultats. Leurs malheurs ne proviennent bien évidemment pas de l'entrée de ce pays dans la CEE ni des autres explications que nous avons passées en revue ci-dessus, mais de la crise de restructuration de nos économies.

La croissance économique a été beaucoup plus difficile à obtenir sans déséquilibres graves sur les échanges extérieurs, l'inflation ou le financement des administrations. Cela a provoqué logiquement un changement d'attitude vis-à-vis des problèmes agricoles.

De ce fait, la croissance de la consommation s'est nettement ralentie entraînant une progression encore moins rapide de la consommation alimentaire. Cette évolution a été plus nette chez nos partenaires de la CEE qu'en France. Signalons en effet que, de 1973 à 1984, le pouvoir d'achat des salaires horaires s'accroît de 35 % quand il n'augmente que de 16 % en RFA et qu'il baisse de 9 % aux USA. Cela explique donc que la consommation intérieure française se soit développée plus que celle de nos partenaires.

On a attribué quelquefois aux MCM ou à d'autres phénomènes du même type, la récente exacerbation de la concurrence sur les marchés. En fait, les explications sont plus simples : l'expansion démographique est en train de faire place à une stagnation, et la croissance continue du pouvoir d'achat fait place à une stagnation, voire certaines années à une diminution.

Pour mettre en valeur la situation défavorable des agriculteurs, on a comparé abusivement les revenus agricoles aux salaires. C'était oublier que le revenu agricole est en même temps un salaire et une marge d'entreprise. Or, jusqu'en 1983, les salaires ont augmenté très rapidement en France malgré la crise. Pendant le même temps, les marges des entreprises se sont amenuisées. En faisant ces comparaisons, on se serait aperçu que la situation des investissements agricoles est tristement comparable à celle des investissements dans de nombreux secteurs industriels.

La crise depuis 1973 cache des évolutions économiques favorables qu'il faut analyser.

Les conditions de production se sont considérablement modifiées par rapport à la période antérieure. La progression de la production ne s'est pas ralentie malgré une stabilisation progressive des investissements d'abord, puis des volumes d'achat de consommations intermédiaires.

Malgré le premier choc pétrolier, les agriculteurs français n'ont pas semblé réagir aux contraintes du marché, car ils ont continué d'acheter toujours plus de consommations intermédiaires. Après 1976, grâce aux fortes progressions de production, la productivité des consommations intermédiaires ne diminue plus. A partir de 1979, la tendance se renverse complètement et l'agriculture continue de produire plus en utilisant la même quantité de consommations intermédiaires.

Les agriculteurs ont réagi aussi en augmentant plus modérément leurs investissements. Par exploitation, ils avaient plus que doublé de 1963 à 1973, ils n'augmentent que de 18 % entre 73 et 83. Etant donné leur haut niveau d'endettement antérieur et malgré des bonifications importantes, cela a néanmoins provoqué un doublement de la charge d'intérêt par exploitation. En terme de productivité du capital, l'inflexion est très nette depuis 1977. Avant cette date, elle baissait de 1,4 % par an. Désormais, elle augmente de 2 % par an.

Autre différence notable par rapport à la période antérieure, les possibilités d'emploi à l'extérieur de l'agricul-

ture. Depuis 1973, les secteurs de l'industrie et du bâtiment ont vu leurs effectifs diminuer constamment. En onze ans, un million d'emplois industriels ont disparu ainsi que 400 000 emplois dans le bâtiment. Seuls les services restent en augmentation, mais la progression est insuffisante pour absorber les baisses d'emploi dans l'agriculture, l'industrie et le bâtiment et absorber en même temps la progression de la population active de l'ordre de 200 000 par an. De ce fait, le nombre des chômeurs dépasse désormais très nettement le nombre des agriculteurs.

La valeur vénale des terres agricoles avait continué à augmenter pour atteindre entre 1977 et 1979 le double environ de la valeur réelle des années 60. Depuis 1979, la baisse, en francs constants, est extrêmement rapide (-40 % en 5 ans). C'est un élément à mettre en corrélation avec la quasi-suppression des prêts bonifiés pour les achats de foncier depuis 1979.

LES MANQUES DANS L'ANALYSE ÉCONOMIQUE

Malgré la crise, l'évolution de l'agriculture se poursuit à un rythme très rapide. Le monde change, il faut en tenir compte. En 1984, la production française de blé a été égale à la moitié de celle des USA. Celle-ci a pratiquement doublé depuis le début des années 70. Comme il en est de même dans d'autres secteurs, il n'est pas étonnant que cela fasse apparaître des problèmes nouveaux.

Au terme de cette réflexion sur les nouvelles données, on voit apparaître une foule de questions sans réponses sur le fonctionnement des entreprises agricoles, leur environnement technique et économique, l'action de l'Etat, l'efficacité des filières et les stratégies adoptées par nos partenaires commerciaux.

Contrairement à leurs collègues des pays anglo-saxons, les économistes français ont peu étudié les données micro-économiques sur les exploitations agricoles. Les typologies actuelles font apparaître des dispersions très importantes dans les résultats économiques. On aimerait des études sur les conditions d'installation et les conditions de reproduction des exploitations. Quelles sont celles qui s'adaptent vite ? Quelles sont celles dont le résultat économique progresse le plus rapidement ?

Quelques études ont été entreprises dans cet esprit. Signalons en particulier celle qui vient d'être faite par le CREA (2) sur le financement des exploitations agricoles du Pas-de-Calais. Elle a montré par exemple que le revenu dépendait plus du capital initial que de leur orientation de production. Il faudrait davantage d'études de ce type.

Le récent rapport du Plan « Faire gagner la France » met l'accent sur la nécessité d'utiliser les services dans l'optique d'un accroissement de la productivité et de la compétitivité de la production. C'est un enjeu important pour l'avenir. Il n'y aura bientôt plus que 25 % des actifs dans la fabrication des produits industriels ou agricoles. Il faudra veiller à ce que l'activité des autres permette aux premiers de renfor-

2. CREA : 1, rue F. Baes, Lille. Production capital endettement et revenu disponible des exploitations agricoles du Pas-de-Calais.

cer continuellement leur compétitivité si l'on ne veut pas se faire éliminer des marchés. Cela s'applique bien évidemment à l'agriculture. Comment peut-on accroître l'efficacité de l'enseignement, de la recherche ou du développement agricole et en mesurer davantage les retombées économiques sur la production ?

On manque aussi d'analyses économiques sur l'efficacité des aides de l'Etat et plus généralement des interventions diverses de la puissance publique aux niveaux communautaire, national et désormais régional. Dans l'avenir, les décideurs auront de plus en plus besoin d'études pour que les aides soient réparties de façon optimum en vue d'attein-

dre les objectifs fixés aussi bien dans le sens de l'efficacité économique que de la solidarité nationale.

De plus en plus, la production se développera dans le cadre des filières les plus efficaces. Il y a peu d'études disponibles sur les différentes filières et l'analyse de leurs performances.

On manque enfin cruellement d'études sur les économies de nos principaux partenaires. Les travaux d'économistes sur la RFA, la Hollande ou l'Italie sont à peu près inexistantes alors que ce sont nos principaux partenaires commerciaux.

BIBLIOGRAPHIE

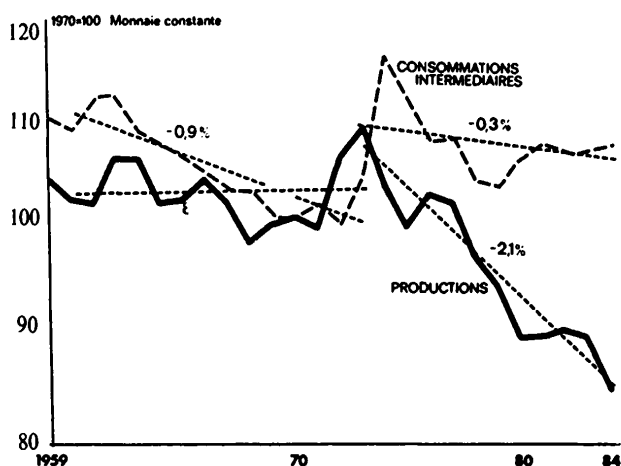
Faire gagner la France : Commissariat Général du Plan, octobre 1985.
 La France dans la hiérarchie économique internationale. Annuaire 84-85 : Revue d'économie politique n° 5, octobre 1985.
 Prospective 2005 : Rapport du colloque national 27-28 nov. 1985. Commissariat Général du Plan - CNRS.
 Rapport du groupe prospective des échanges mondiaux et alimentaires : Commissariat Général du Plan, octobre 1985.
 BOURGEOIS L. (1984 a). — Les prix agricoles et l'inflation in Chambres d'agriculture, n° 703, janv. 1984.
 BOURGEOIS L. (1984 b). — Les prix alimentaires : un enjeu important dans la politique de lutte contre l'inflation, in C.A. n° 704, fév. 1984.

BOURGEOIS L. (1984 c). — La France dans la CEE, in C.A., n° 708, juin 1984.
 BOURGEOIS L. (1984 d). — Quelles évolutions dans l'agriculture française depuis 1970, in C.A. n° 710-711, sept. 1984.
 BOURGEOIS L. (1985 a). — L'agriculture et la crise, in C.A. n° 719, mai 1985.
 BOURGEOIS L. (1985 b). — Bilan et perspectives de l'agriculture française, in C.A., n° 720, juin 1985, pp. 4-21.
 BOURGEOIS L. (1985 c). — L'économie française en pleine mutation, in C.A. n° 724, oct. 1985.

ANNEXES

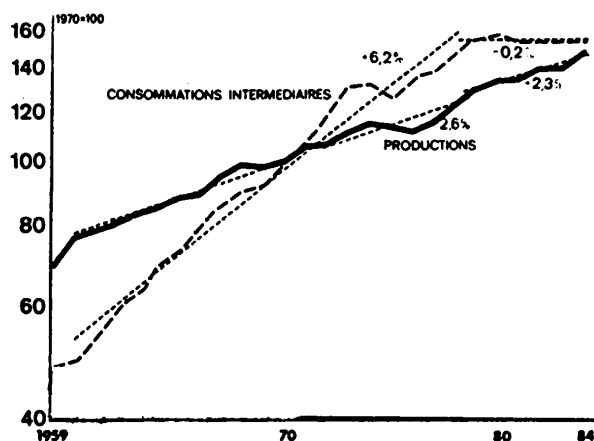
Annexe 1. — Le ciseau des prix et le ciseau des volumes

Le ciseau des prix*



* Le phénomène le plus marquant, depuis 1973, n'est pas la hausse du pétrole mais le retard croissant des prix agricoles sur l'inflation

Le ciseau des volumes*



* L'agriculture française devient très économe, puisque le volume des achats n'augmente plus depuis 1979.

Source : INSEE

Annexe 2. — Quelques donnes récentes de l'agriculture française

a) Les évolutions par produit depuis 10 ans

	De 1973 à 1983*	(De 1963 à 1973*)
Ensemble des produits (volume)	+ 28 %	(+ 34 %)
Collecte de lait (hl)	+ 24 %	(+ 58 %)
Volailles (tonne)	+ 65 %	(+ 58 %)
Oeufs (tonne)	+ 31 %	(+ 28 %)
Fruits (volume)	+ 33 %	(+ 31 %)
Légumes (volume)	+ 6 %	(+ 1 %)
Oléagineux (quintaux)	+ 163 %	(+ 216 %)
Gros bovins (tonne)	+ 21 %	(+ 22 %)
Veaux (tonne)	+ 12 %	(- 7 %)
Ovins (tonne)	+ 35 %	(+ 26 %)
Orge collecte (tonne)	+ 3 %	(+ 77 %)
Blé tendre collecte (tonne)	+ 57 %	(+ 68 %)
Maïs collecte (tonne)	+ 19 %	(+ 416 %)

Sources : SCRES - INSEE.

* Moyennes triennales 1983 : 82-83-84.

Pour l'aviculture et les ovins, la croissance a été plus forte qu'avant, pendant les dix dernières années.

b) La production française rapportée à la production des Etats-Unis

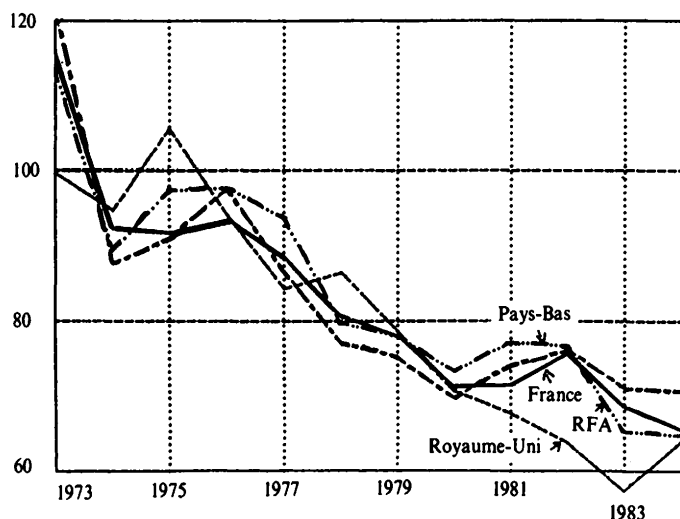
(moyenne 1981-1983)

	en %
Blé	33
Orge	87
Maïs	5,6
Total céréales	16
Sucre	89
Pommes de terre	38
Légumes	18
Fruits	11
Bœuf	15
Veau	190
Porc	25
Mouton	106
Volailles	18
Oeufs	22
Lait	56

Source : OCDE.

c) Prix du porc à la production

monnaies nationales constantes (base 100 = moyenne 73-74-75)



Source : CEE - APCA.

d) Balances commerciales agro-alimentaires en 1983

Excédents		Déficits*	
Etats-Unis	+ 101,8	Japon	- 122,7
Brésil	+ 57,1	URSS	- 115,1
Argentine	+ 44,5	Allemagne Fédérale	- 82,2
Pays-Bas	+ 39,0	Royaume-Uni	- 50,5
Canada	+ 37,2	Italie	- 49,3
Australie	+ 33,3	Arabie Saoudite	- 33,5
France	+ 23,9	Egypte	- 21,8
Danemark	+ 23,3	Hong-Kong	- 18,2
Nlle Zélande	+ 18,4	Suisse	- 13,0
		CEE (intra exclus)	- 95,6

Source : CFCE.

* « La France a la chance d'être un pays en excédent à proximité immédiate de trois des cinq plus grands pays en déficit ».

e) La production industrielle

La production française de quelques produits de 1973 à 1984 :

Acier	- 20 %
Logements	- 49 %
Voitures particulières	- 9 %

Source : REXECO.